

Arrêté municipal

Travaux

Reprise des passages piétons

Rue Nationale / Léon Blum / JB Lebas / Faidherbe

Le Maire de la Commune de
PROVIN,

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant la demande de « EUROVIA » pour une prolongation des arrêté 122_2026 et 123_2026 concernant une intervention sur les passages piétons ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout accident ;

ARRETE

Article 1^{er} : Dans le cadre de travaux sur les passages piétons, l'entreprise « EUROVIA » est autorisée à intervenir au lieu et date sus-décrits.

Lieu : Rue Nationale/Rue Léon Blum/Rue JB Lebas/Rue Faidherbe, 59185 PROVİN

Date : Du 31 juillet au 1^{er} Septembre 2026

Article 2 : Interdiction de stationner

Pendant la durée de l'occupation du domaine public, le stationnement de tout type de véhicule est interdit. La vitesse est limitée à 30km/h et 25 mètres en amont et en aval (côté pair et impair). La circulation sur la rue Nationale sera soumise à un régime de priorité le temps des travaux.

Article 3 : Le requérant est responsable des travaux effectués sur la voie publique et se devra de remettre la chaussée en état, de la nettoyer ou de la réparer en cas de dégradations.

Article 4 : La pose de panneaux ou balises de signalisation réglementaires est à la charge du requérant. Ces panneaux devront permettre la sécurité des usagers.

Article 5 : L'entreprise « EUROVIA » est chargée de contacter la mairie si le présent arrêté aurait besoin d'être modifié ou prolongé.

Article 6 : L'Agent de Surveillance de la Voie Publique, Monsieur le Directeur Général des Services communaux, Monsieur le Maire et Madame la Lieutenante de la Gendarmerie d'ANNOEULLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PROVIN, le 29 Juillet 2026

Le Maire,
Kwami AGBEGNA



Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions et délai.

